

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	22	3

N° de la séance : 06

Objet de la délibération : DGA / VSC -
Thématique "Santé" - Attribution de
subventions aux associations pour 2020

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : BC.2020.086

Date de la convocation : Le 24/07/2020 Certifié exécutoire compte tenu de l'affichage en date du - 5 AOUT 2020 de la réception s/Préfecture en date du - 3 AOUT 2020 Pour le Président, La Responsable de Service  Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 30 juillet 2020

L'an deux mil vingt et le 30 juillet à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort Carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Jean-Pierre MASCARELLI, Jean-Paul ARNAUD

Monsieur LUCIANO,

La loi de Programmation pour la Ville et la Cohésion urbaine en date du 21 février 2014 a élargi la compétence des communautés d'agglomération à la gouvernance du Contrat de Ville. Ce transfert de compétences a entraîné notamment le transfert de l'ensemble des subventions dont bénéficient les associations intervenant sur la thématique « Santé », exclusivement sur le territoire prioritaire de la commune de Vallauris Golfe Juan.

Dans ce cadre, la C.A.S.A. apporte ainsi une aide sous forme de subventions à un certain nombre d'associations œuvrant sur ce territoire.

A cette fin, un appel à projets a été lancé en fin d'année 2019 pour recueillir les différentes demandes de subvention. Après étude des dossiers, et dans la limite de l'enveloppe prévue au budget primitif 2020, il est proposé de procéder à l'attribution d'une subvention à l'association ALFAMIF.

L'association ALFAMIF gère le Pôle Santé Solidarité qui facilite l'accès aux droits et aux soins des publics en situation de précarité sur Vallauris. Cette association porte également l'atelier santé-ville de la commune et après avoir réalisé un diagnostic précis des besoins en 2019 propose un programme d'actions en faveur de la prévention des risques santé particulièrement prégnants sur le quartier prioritaire (problème d'addictions, de nutrition etc...).

En raison de la crise du Covid-19, de nombreuses associations ont dû cesser leurs activités ou reporter des projets, dont certains sont subventionnés par l'Etat, les collectivités territoriales ou d'autres acteurs publics. Le Premier Ministre a souhaité rappeler que l'Etat doit les soutenir et a incité les autres autorités publiques à faire de même.

Ce 6 mai 2020, une circulaire n° 6166/SG est intervenue pour rappeler les règles applicables à toutes les autorités administratives et définir les règles de bonnes pratiques de gestion des subventions pour l'Etat et ses établissements publics.

Il est ainsi prévu que l'autorité administrative pourra inciter l'association à décaler le projet et vérifiera l'importance des sommes engagées par rapport au montant de la subvention.

La CASA a d'ores et déjà interrogé chacune de ces associations pour connaître plus précisément l'impact de la crise du Covid-19 sur leur activité en 2020.

Ces associations dont l'ALFAMIF fait partie ont ainsi eu à réorganiser leurs interventions en leur donnant un format compatible avec les contraintes des confinements de leurs équipes et du public visé.

Compte tenu des missions réalisées sur le territoire communautaire, une convention détaillée fixant à l'association des objectifs quantitatifs et qualitatifs annuels est jointe à ce projet de délibération afin de permettre au Bureau Communautaire de délibérer sur la subvention 2020 à attribuer et prendra en compte les résultats financiers et d'activité 2019.

Considérant que les actions « Santé » menées par l'association ALFAMIF, dans le cadre du Contrat de Ville intercommunal, entrent dans le cadre des compétences confiées à la Communauté d'Agglomération ;

Considérant l'intérêt que représentent ces actions pour la communauté en raison du caractère essentiel des projets ;

Vu la délibération n° CC.2020.006 du conseil communautaire du 17 juillet 2020 autorisant le Bureau Communautaire à prendre toutes décisions en matière de subventions à accorder ;

Vu les crédits qui figurent au Budget Primitif 2020 ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention à l'association ALFAMIF pour un montant de 11 000 € ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière entre l'association ALFAMIF et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la politique de la ville à signer ladite convention et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le Chapitre « 65 » – fonction 523 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE**

- d'octroyer une subvention à l'association ALFAMIF pour un montant de 11 000 € ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière entre l'association ALFAMIF et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la politique de la ville à signer ladite convention et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le Chapitre « 65 » – fonction 523 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 30 juillet 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION A.L.F.A.M.I.F.
Action « Pôle Santé Solidarité et Atelier Santé Ville »**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentéeagissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 30 juillet 2020,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET

L'association dénommée Association pour le Logement, la Formation, l'Aide Médicale aux Isolés et Familles – A.L.F.A.M.I.F. régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de précarité au regard du logement, par un hébergement temporaire et un accompagnement socio-éducatif, l'accès aux droits et aux soins pour les publics les plus en difficulté, dont le siège social est situé 3 avenue du Midi – 06220 GOLFE JUAN, représentée par Monsieur Jean-Pierre BUFFA agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **A.L.F.A.M.I.F.**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, A.L.F.A.M.I.F. développe des actions d'hébergement d'urgence et de santé préventive.

Dans ce cadre, il est prévu que l'association gère le Pôle Santé Solidarité et l'Atelier Santé-ville de Vallauris.

Le Pôle Santé Solidarité favorise l'accès aux droits et aux soins des publics en situation de précarité et issus du quartier prioritaire.

L'atelier santé-ville :

- Améliore la connaissance de l'offre de santé sur le territoire,
- Evalue les besoins en matière de santé,
- Met en place des actions de préventions adaptées à ces besoins,
- Coordonne les partenaires afin d'apporter une offre différenciée et adaptée.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, A.L.F.A.M.I.F. s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'accès au droit et aux soins.

Cette mission a pour objectif de :

- Favoriser l'accès à l'information ;
- Favoriser l'accessibilité à l'effectivité des droits et à l'offre de soins ;
- Soutenir et favoriser les actions d'accompagnement des publics précaires ;
- Développer des actions de réduction des risques chez les usagers de produits psychoactifs ;
- Favoriser les démarches de santé communautaires ;
- Poursuivre la démarche de diagnostic initiée en 2019 afin d'enrichir les données sur les besoins du territoire ;
- Mettre en place des actions d'éducation à la santé et de sensibilisation aux dangers de certaines conduites à risques (addictions, conduites sexuelles etc...)

Au sein du Pôle Santé Solidarité, cette mission est menée par une coordinatrice et 2 agents d'accueil qui orientent sur des professionnels dont les champs d'interventions sont la santé, l'accès aux soins et la prévention.

Il est notamment prévu la tenue de permanences quotidiennes d'accueil et d'orientation, animées par 2 agents d'accueil qui recevront le public, sans rendez-vous, pour toutes questions relatives aux démarches santé (arrêts de travail, indemnités journalières, droit à la CMU-C, remboursements Sécurité Sociale...).

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement A.L.F.A.M.I.F. pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2020.

En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 99 484 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'association A.L.F.A.M.I.F. reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 11 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan annuel** de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

A.L.F.A.M.I.F. s'engage à fournir et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Permanences d'accueil et d'orientation :
 - Nombre de passages,
 - Nombre de personnes différentes reçues,
 - Nombre de personnes issues du quartier prioritaire,
 - Nombre de personnes nouvelles,
 - Type de démarches,
 - Typologie du public accueilli et évolution (comparatif sur les 3 derniers exercices),
 - Nombre de personnes accompagnées physiquement vers des démarches d'accès aux droits et types de démarches.
- Actions de prévention :
 - Méthodologie de mise en place des ateliers,
 - Thématique des ateliers proposés,
 - Nombre de participants.
- Partenariat et permanences des partenaires :
 - Services orienteurs vers le pôle santé,
 - Type d'orientations effectuées vers les partenaires,
 - Nombre de personnes reçues par an, par partenaire.
- Bilans de santé :
 - Nombre de personnes ayant passé un bilan de santé,
 - Nombre de personnes entamant une démarche de soins post-bilan,
 - Pathologies repérées.

- Atelier santé ville :
- Nombre de réunions de coordination avec les partenaires,
- Nombre d'actions mises en place en réseau,
- Mise à jour du diagnostic des besoins.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville de la C.A.S.A. et par A.L.F.A.M.I.F.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

A.L.F.A.M.I.F. s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'Association A.L.F.A.M.I.F. remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2021.
- Si l'association A.L.F.A.M.I.F. est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ A.L.F.A.M.I.F. devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association A.L.F.A.M.I.F., et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

A.L.F.A.M.I.F. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

A.L.F.A.M.I.F. et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association A.L.F.A.M.I.F. s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association A.L.F.A.M.I.F.,
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice-président déléguée à la Cohésion Sociale et
à la Politique de la Ville,

Jean-Pierre BUFFA

CHARGES	RESSOURCES
60 - Achats 3 608,00 € Prestations de services..... 433,00 € Fournitures pour petits travaux Achats matières et fournitures..... 2 408,00 € Fluides (EDF) Essence du véhicule pour les bilans de santé et pour les frais de déplacement de la coordinatrice (diverses réunions, formations, réunions des ASV... Autres fournitures..... 767,00 € Diverses fournitures pour entretien des locaux, administratives, renouvellement de petits équipements	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services 4 984,00 € Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services..... 4 984,00 € Loyers versés par le CMP et le CSAPA 73 - Dotations et produits de tarification 0,00 € Dotations et produits de tarification..... 0,00 € 74 - Subventions d'exploitation 94 500,00 € Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités..... 33 500,00 € 08-ETAT-POLITIQUE-VILLE 33 500,00 € Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités..... 30 000,00 € 08-SANTE (DT-ARS) 30 000,00 € Conseil-s Régional(aux)..... 0,00 € Conseil-s Départemental (aux)..... 0,00 € Communautés de communes ou d'agglomérations..... 11 000,00 € 08-CA DE SOPHIA ANTIPOLIS 11 000,00 € Commune(s)..... 0,00 € Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)..... 0,00 € Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)..... 0,00 € L'agence de services et de paiement (emplois aidés)..... 0,00 € Aides privées (fondation)..... 0,00 € Autres établissements publics..... 20 000,00 € CPAM : 75 - Autres produits de gestion courante 0,00 € 756.Cotisations..... 0,00 € 758.Dons manuels - Mécénat..... 0,00 € 750.Autres produits de gestion courante..... 0,00 € 76 - Produits financiers 0,00 € Produits financiers..... 0,00 € 77 - Produits exceptionnels 0,00 € Produits exceptionnels..... 0,00 € 78 - Reprises sur amortissements et provisions 0,00 € 789 - Report de ressources affectées et non utilisées sur des exercices antérieurs..... 0,00 € 79 - Transfert de charges 0,00 € Transfert de charges..... 0,00 € Ressources propres affectées au projet 0,00 € Insuffisance prévisionnelle (déficit)..... 0,00 € 87 - Contributions volontaires en nature 0,00 € 870 - Bénévolat..... 0,00 € 871 - Prestations en nature..... 0,00 € 875 - Dons en nature..... 0,00 €
61 - Service extérieurs 13 271,00 € Locations..... 11 340,00 € Location local : 8 500€ Location photocopieur : 1040€ Location standard : 1150€ Crédit bail véhicules : 660€ Entretien et réparation..... 1 561,00 € Contrat de maintenance du photocopieur Quote-part contrat sécurité (SICLI, APAVE) Assurance..... 301,00 € Documentation..... 69,00 € 62 - Autres services extérieurs 5 595,00 € Rémunérations intermédiaires et honoraires..... 2 932,00 € Quote-part Commissaire aux comptes et Expert comptable : 1664€ Frais de formation: Informatique pour un des Agents d'accueil Quote-part formation CAFERUIS pour la Chef de service Quote-part formation comptabilité des ESMS pour le Responsable financier. Défraiement des prestataires, frais d'inscription aux formations... dans le cadre de l'ASV Publicité, publication..... 0,00 € Déplacements, Missions..... 261,00 € Services bancaires, autres..... 2 402,00 € Frais télécommunications PSS : 2 100€ 63 - Impôts et taxes 2 919,00 € Impôts et taxes sur rémunération..... 2 919,00 € Taxe sur les salaires déduction faite de l'abattement : 2 477€ Participation employeur à la formation : 442€ Autres impôts et taxes..... 0,00 € 64 - Charges de personnel 69 782,00 € Rémunération des personnels..... 48 797,00 € Charges sociales..... 20 338,00 € Autres charges de personnel..... 647,00 € 65 - Autres charges de gestion courante 0,00 € Autres charges de gestion courante..... 0,00 € 66 - Charges financières 35,00 € Charges financières..... 35,00 € 67 - Charges exceptionnelles 0,00 € Charges exceptionnelles..... 0,00 € 68 - Dotation aux amortissements 4 274,00 € Dotation aux amortissements..... 4 274,00 € Dotation historique+ dotation pour investissements (changement des tables de réunions dangereuses): 747€ Dotation pour risques et charges : frais d'avocat pour prud'homme Mme CHARED et indemnités à verser: 3000€ (à répartir sur deux ans). Quote-part indemnité départ à la retraite d'un technicien: 517€ 69 - Impôt sur les bénéfices (IS) : Participation des salariés 0,00 € Impôt sur les bénéfices (IS) : Participation des salariés..... 0,00 € Charges indirectes 0,00 € Charges fixes de fonctionnement..... 0,00 € Frais financiers..... 0,00 € Autres charges indirectes..... 0,00 € Exédent prévisionnel (bénéfice)..... 0,00 € 86 - Emplois des contributions volontaires en nature 0,00 € 860 - Secours en nature..... 0,00 € 861 - Mise à disposition gratuite de biens et services..... 0,00 € 862 - Prestations..... 0,00 € 864 - Personnel bénévole..... 0,00 €	
Total des Charges 99 484,00 €	Total des ressources 99 484,00 €

³ Ne pas indiquer les centimes d'euros.⁴ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 30/07/2020
Numéro : BC_2020_086
Nature : DE - Deliberations
Objet : Thématique "Santé" - Attribution de subventions aux associations pour 2020
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : MpavtVI

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/08/2020
Identifiant : 006-240600585-20200730-BC_2020_086-DE

Acte reçu

Date : 30/07/2020
Numéro interne : BC_2020_086
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Thématique "Santé" - Attribution de subventions aux associations pour 2020
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20200730-BC_2020_086-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_086-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20200730-BC_2020_086-DE-1-1_3.PDF

N